

M. Argue: Je crois que le premier ministre n'a pas bien saisi ma question. Je lui ai demandé si un membre du Parlement a le droit de recourir à ce moyen, par l'intermédiaire d'un ministre, pour obtenir le renvoi de tout employé de l'État, ou le congédiement d'un maître de poste.

M. l'Orateur: Il me semble que l'honorable député a obtenu une réponse à sa question et qu'il se lance maintenant dans le domaine de l'hypothèse.

M. Argue: Le premier ministre contredit la thèse qu'il a lui-même exposée à la dernière session.

M. Alexis Caron (Hull): J'aimerais demander au ministre des Postes si, avant de congédier un employé, il y a enquête impartiale sur le cas signalé?

L'hon. W. M. Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce): Monsieur l'Orateur, si je remonte dans le passé, avant de donner une réponse précise au député, je dirais...

Une voix: Vous pourriez remonter jusqu'à sir John A. Macdonald.

M. l'Orateur: A l'ordre! Je demande au ministre de s'en tenir rigoureusement à la question, car ce point me semble prendre la tournure d'un débat, ce qui ne doit pas se produire durant la période réservée aux questions. J'espère que cela mettra un terme à la discussion.

L'hon. M. Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce): Mon seul but est de démontrer à l'honorable député que les dispositions prises ont été rigoureusement conformes à la façon dont on a procédé durant la période comprise entre 1935 et 1940... (*Exclamations*)... alors que 325 employés ont été congédiés pour raisons d'activité politique partielle.

M. l'Orateur: Si j'ai bien compris, la question avait trait à la méthode qu'on a suivie pour prendre une décision en cette affaire?

L'hon. M. Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce): En l'occurrence, monsieur l'Orateur, la méthode suivie est celle dont la Chambre a discuté au cours de la dernière session et qui a obtenu l'assentiment des membres de l'opposition, y compris l'honorable représentant de Laurier. C'est la méthode qu'on a suivie en l'occurrence. C'est un de cinq renvois seulement pour activité politique qui se sont produits sous le gouvernement actuel, au ministère des Postes, par opposition aux 325 congédiements faits par le régime antérieur.

L'hon. Lionel Chevrier (Laurier): Je soulève la question de privilège, monsieur l'Orateur. Je n'aimerais certes pas que le ministres des Postes m'attribue des déclarations

[Le très hon. M. Diefenbaker.]

que je n'ai jamais faites. A la dernière session, j'ai effectivement discuté du renvoi, du renvoi inéquitable et injuste, d'un fonctionnaire dans la circonscription de Laurier, mais je n'ai jamais admis le bien-fondé de la méthode suivie. Au contraire, je l'ai vertement condamnée.

L'AGRICULTURE

PRÉTENDUE MENACE FAITE PAR LE MINISTRE DE RÉDUIRE LES PRIX MINIMUMS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Gabriel Roberge (Mégantic): J'aimerais poser une question au ministre de l'Agriculture. Le ministre déposerait-il des copies du discours dans lequel il a menacé les cultivateurs du Canada de réduire les prix minimums s'ils ne réduisaient pas volontairement la production?

L'hon. D. S. Harkness (ministre de l'Agriculture): Je ne sais pas très bien de quel discours l'honorable député parle mais il s'agit probablement de celui que j'ai prononcé lors de l'ouverture de la conférence fédérale-provinciale sur l'agriculture. Je me ferai un plaisir de déposer le texte de ce discours s'il le désire.

LES PÊCHERIES

TERRE-NEUVE—DEMANDE DE MESURES EN FAVEUR DES PÊCHEURS DE MORUE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. J. W. Pickersgill (Bonavista-Twillin-gate): J'aimerais demander au premier ministre si le gouvernement prendra des mesures en vue de soulager les difficultés qui résultent de l'insuffisance des pêcheries de morue, à Terre-Neuve. Le premier ministre se souvient sans doute que je lui ai écrit à ce sujet en octobre dernier et qu'il m'a répondu que le ministre du Travail et le ministre des Pêcheries se hâtaient d'examiner la question.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): Monsieur l'Orateur, la réponse s'applique encore.

L'hon. M. Pickersgill: Puis-je poser une autre question? Le premier ministre sait-il que la moitié des pêcheurs de la côte nord-est de Terre-Neuve ont dû vivre de secours par suite de l'inaction du gouvernement?

L'INDUSTRIE

SPRINGHILL (N.-É.)—INTERPELLATION AU SUJET D'UN PROGRAMME DE RÉTABLISSEMENT

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. J. W. Pickersgill (Bonavista-Twillin-gate): Si on me le permet, j'aimerais poser une question au ministre du Revenu national